

2 novembre 2023

(23-7402)

Page: 1/4

**Comité du commerce et du développement
Comité des obstacles techniques au commerce
Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires
Comité du commerce et du développement,
Session extraordinaire**

Original: anglais

**ASPECTS SAILLANTS DES ACTIVITÉS VISANT À MIEUX INTÉGRER LES PAYS EN
DÉVELOPPEMENT DANS L'ACCORD SUR L'APPLICATION DES MESURES
SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES ET L'ACCORD SUR
LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS*

La communication ci-après, datée du 1^{er} novembre 2023, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

Introduction

1. En collaboration avec le Comité du commerce et du développement (CCD), les États-Unis ont fait part de leurs expériences et observations dans le domaine des obstacles techniques au commerce (OTC) lors d'un événement thématique sur l'application des Accords SPS et OTC au cours d'une session extraordinaire du CCD le 4 octobre 2023.

Points d'information: résolution de problèmes collaborative

2. Au cours de la session extraordinaire, Mme MaryAnn Hogan, qui gère le point d'information OTC des États-Unis, a fait un exposé sur les dispositions de l'Accord OTC relatives à la transparence et a donné des exemples de leadership de Membres qui tirent parti du réseau mondial des points d'information nationaux OTC. Beaucoup de points d'information communiquent régulièrement, voire quotidiennement, les uns avec les autres, ainsi qu'avec leurs propres organes gouvernementaux et parties prenantes du secteur privé. Ils collaborent, résolvent des problèmes, partagent des communications importantes telles que des observations sur des notifications et les réponses apportées, répondent aux questions internes et externes et apprennent mutuellement. Quelques clics de souris ou un échange de courriels suffisent à relier le personnel de ces points d'information avec les gouvernements et les parties prenantes qui ont des questions sur les règlements techniques et les normes.

Notification et présentation d'observations: partage de données d'expériences pour améliorer les progrès

3. Les États-Unis reconnaissent que beaucoup de Membres ont des difficultés à notifier leurs propres mesures et à présenter des observations sur celles des autres dans le délai recommandé de 60 jours. Toutefois, des flexibilités peuvent exister et devraient être étudiées avec le Membre notifiant au cas par cas, le cas échéant.

* La présente communication a initialement été distribuée sous la cote WT/COMTD/W/285-G/TBT/GEN/362-G/SPS/GEN/2162. Par la suite, le 21 novembre 2023, "TN/CTD/W/34" a été ajouté à la cote du document en réponse à la demande de la délégation des États-Unis.

4. L'échange de données d'expérience par les Membres de l'OMC est un moyen pragmatique de comprendre diverses approches et méthodes qui sont utilisées pour remplir les obligations de transparence découlant de l'Accord OTC et rendre les notifications accessibles dans le monde entier.

5. Par exemple, les États-Unis ont récemment demandé à un autre Membre un délai supplémentaire pour la présentation d'observations et, grâce à une étroite collaboration de longue date, le point d'information du Membre a pu répondre en toute franchise et expliquer utilement pourquoi la prorogation ne pouvait pas être accordée. Le point d'information OTC des États-Unis a alors été en mesure de relayer ces renseignements à la partie prenante, qui a pu accélérer sa procédure de manière à présenter des observations au point d'information OTC de l'autre Membre en temps voulu.

6. Un autre aspect difficile pour tous les Membres est de sensibiliser le public et de lui donner accès aux notifications, ce que la plate-forme ePing a beaucoup facilité. Les détails du système de réglementation mondial peuvent désormais être consultés au moyen de simples recherches sur Internet, permettant d'accéder à une source fiable de renseignements à l'OMC. La mise en œuvre de ce dispositif est une étape qui mérite d'être saluée.

7. La plate-forme ePing a été extrêmement utile pour mettre des traductions non officielles à la disposition de tous: les États-Unis le font quand c'est possible, et il arrive que des Membres demandent des traductions par cet intermédiaire. Au cours de l'atelier sur la transparence dans le domaine OTC organisé en avril 2023 à Nairobi (Kenya), par exemple, certains membres du personnel du point d'information OTC ont mentionné la nécessité de textes traduits. Les États-Unis ont fait part de leur expérience s'agissant de générer des traductions non officielles avec des logiciels professionnels Adobe et Microsoft Word. Les résultats ne sont pas parfaits, mais ils donnent une idée du contenu du document notifié.

Mise en valeur des compétences

8. Les États-Unis constatent régulièrement que les pays en développement sont déjà des leaders, à bien des égards, dans les activités des Comités OTC et SPS de l'OMC. En outre, des pays en développement prennent des mesures pour se conformer aux Accords. Au sein des deux Comités, on observe les progrès des pays en développement qui suivent une approche "modulaire" pour se mettre en conformité, devenant progressivement des leaders pour les activités et discussions. Parmi les domaines dans lesquels les pays en développement sont apparus comme chefs de file au Comité OTC, on peut citer les exemples ci-après.

- a. Notifications OTC à l'OMC: Les membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est montrent constamment l'exemple en matière de notifications OTC à l'OMC. La majorité des Membres qui présentent le plus de notifications au Comité sont des pays en développement.¹
- b. Présentation d'observations: En plus des notifications, beaucoup de pays en développement présentent activement des observations sur les notifications OTC. Au cours de la Dixième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements², le Kenya et la Namibie ont fait part de leur expérience concernant les questions d'ordre général que les points d'information peuvent poser quand ils formulent des observations ou y répondent aux fins des notifications OTC. Un projet a été lancé par des Membres de l'OMC afin d'élaborer un modèle pour la présentation d'observations.³
- c. Utilisation d'ePing: La plate-forme ePing offre aux pays en développement Membres la possibilité de communiquer leurs intérêts s'agissant de notifications données. On a récemment vu les pays des Caraïbes faire part de leurs intérêts et observations concernant des notifications spécifiques sur le forum international ePing. Nous nous félicitons de la poursuite de telles activités.
- d. Champions de la transparence⁴: Le Secrétariat de l'OMC vient d'achever une formation très utile de six mois pour les points d'information africains, servant d'inspiration pour la mise en

¹ Dix Membres ayant présenté le plus de notifications OTC à l'OMC en 2022: <https://www.epingalert.org/fr/FactsAndFigures/Notifications>.

² Adresse consultée: [Dixième réunion extraordinaire sur les procédures d'échange de renseignements](#).

³ Adresse consultée: [Guiding Questions on Responding to a WTO TBT Notification](#).

⁴ La Directrice générale de l'OMC a déclaré au sujet de ce programme: "À cet égard, je remercie les délégations de l'Australie, des États-Unis, de l'Ouganda et de la Suède, qui se sont proposées pour être les

place de champions nationaux de la transparence et encourageant des pays à servir de mentors pour ce programme. Les États-Unis ont participé au mentorat pour les pays africains, et ont recommandé au Secrétariat que le programme soit reproduit dans d'autres parties du monde. Cette formation est essentielle pour le succès des pays en développement au sein des Comités OTC et SPS. La Directrice générale de l'OMC a déclaré au Conseil général en juin 2023: "Ces initiatives des Membres et du Secrétariat visent à renforcer la fonction de délibération et à améliorer le fonctionnement institutionnel. Elles s'inscrivent dans la volonté de mieux tirer parti du potentiel de tous les organes de l'OMC afin de s'attaquer aux questions et aux préoccupations pressantes liées au commerce mondial et d'obtenir des résultats significatifs dans l'intérêt des populations du monde entier."

- e. Formations dans les pays par le Secrétariat: Le personnel du Secrétariat de l'OMC dispense régulièrement des formations sur l'Accord OTC et l'Accord SPS dans les pays en développement Membres qui en font la demande. Ces programmes, qui figurent dans le tableau de bord de l'assistance technique de l'OMC⁵, améliorent à la fois la capacité de notifier des Membres concernés et l'information des autres Membres sur les nouveaux règlements techniques.
- f. Préoccupations commerciales spécifiques: Les pays en développement du continent américain, menés par la Colombie, se coordonnent depuis des années concernant les préoccupations commerciales spécifiques, en particulier sur l'utilisation des pesticides, dans le cadre des Comités OTC et SPS. Leur organisation à cet égard pourrait servir de modèle pour d'autres pays se regroupant aux fins d'une plainte contre un autre Membre. Des pays comme le Kenya ont formulé leur première préoccupation commerciale au Comité OTC au cours de l'année écoulée, et nous encourageons d'autres à le faire.
- g. Propositions pour l'examen triennal: L'Afrique du Sud et le Brésil sont depuis longtemps des leaders dans ce domaine, faisant plusieurs propositions pour chaque cycle de trois ans. Le Secrétariat a lancé une formation en ligne sur le processus d'examen triennal aux Comités OTC et SPS, et ce cours aide les futurs représentants de pays en développement à prendre l'initiative dans ce cadre.
- h. Discussions thématiques: Le Comité OTC tient des discussions thématiques, où des pays en développement comme la Chine, l'Indonésie, le Brésil et l'Afrique du Sud donnent régulièrement leur point de vue. Les pays en développement devraient être encouragés à désigner des intervenants pour ces discussions, désormais retransmises sur le Web, afin que toutes les parties prenantes puissent prendre connaissance des thèmes abordés. Le Comité OTC a tenu par exemple des discussions sur l'infrastructure qualité nationale avec la participation active de pays en développement parmi lesquels le Brésil, l'Indonésie et la Trinité-et-Tobago. Pour que les pays en développement puissent jouer un plus grand rôle dans les activités du Comité OTC, il est important qu'ils suivent ces discussions et y participent.
- i. Discussions de fond: Le Comité OTC tient régulièrement des discussions sur les procédures d'évaluation de la conformité et la transparence. La Chine, le Kenya et l'Afrique du Sud y jouent un rôle de premier plan, et d'autres pays en développement devraient suivre leur exemple. Les réunions sont hybrides de manière à maximiser la participation des experts en poste dans les capitales.
- j. Bonnes pratiques réglementaires: Le Comité OTC mène des discussions à ce sujet, auxquelles des pays comme le Paraguay et l'Indonésie ont participé. Pour que les pays en développement puissent jouer un plus grand rôle dans les activités du Comité OTC, il est important qu'ils suivent ces discussions et y participent.
- k. Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF): Le STDF fournit des ressources aux Membres qui ont identifié un besoin concret pouvant être satisfait

mentors de ce projet. Ces initiatives des Membres et du Secrétariat visent à renforcer la fonction de délibération et à améliorer le fonctionnement institutionnel. Elles s'inscrivent dans la volonté de mieux tirer parti du potentiel de tous les organes de l'OMC afin de s'attaquer aux questions et aux préoccupations pressantes liées au commerce mondial et d'obtenir des résultats significatifs dans l'intérêt des populations du monde entier." (Allocution de la Directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, au Conseil général en juin 2023)

⁵ Adresse consultée: <https://tams.wto.org/dashboards>.

grâce à une collaboration entre autorités nationales compétentes et experts techniques internationaux. L'élaboration et l'exécution des projets nécessitent une vision et un engagement, et le succès du STDF témoigne de la capacité des Membres d'améliorer le fonctionnement de leurs services SPS nationaux.

9. Les Comités OTC et SPS sont plus ouverts que jamais, avec de nouveaux outils comme ePing, Interprefy, eAgenda, Zoom et les retransmissions sur le Web, qui permettent à presque tous dans le monde entier de participer. Le leadership OTC et SPS au sein du G-90 peut servir d'exemple, et avec les pays développés peut encourager et aider d'autres membres du G-90 à participer aux structures d'assistance qui existent déjà au sein des Comités.

Prochaines étapes

10. L'utilisation des séances thématiques pour examiner les Accords de l'OMC par le biais d'études de cas pratiques est prometteuse. Ces études de cas offrent aux pays en développement la possibilité de s'exprimer sur leurs progrès pour devenir leaders dans leurs comités techniques respectifs.

11. Les États-Unis continueront de travailler avec les Membres de l'OMC pour apporter des contributions variées et judicieuses. Nous sommes prêts à poursuivre les travaux entrepris ce mois-ci lors de la séance thématique du CCD réuni en session extraordinaire, et à recueillir un ensemble de bonnes pratiques y compris sur la disponibilité et l'utilisation d'outils numériques comme la plate-forme ePing SPS et OTC pour aider à relever les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, ainsi que pour mieux appliquer les flexibilités existantes, qui ne semblent pas être pleinement utilisées.
